

- Membres théoriques :  
17
- Membres en exercice :  
17
- Membres présents :  
13
- Pouvoirs :  
-
- Votants :  
13

**CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CREATION D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME  
« TRAVAUX AU CENTRE DEPARTEMENTAL DE FORMATION »**

Le 10 février 2017, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 27 janvier 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

**Étaient présents :** Monsieur André GAUTIER, Président,

**I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :**

**Titulaires**

Mmes Sophie ALLAIS, Pierrette CANU, Florence DURANDE.  
MM. Bastien CORITON, Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE, Jean-Pierre THEVENOT.

**Suppléants**

M. Philippe LEROY, Mme Catherine FLAVIGNY.

**II. Membres avec voix consultative :**

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Thomas BRU, Dominique PROUST, Payeur départemental.

**III. Membre de droit :**

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

**IV. Pouvoirs :**

-

**Étaient absents excusés :**

Mmes Chantal COTTEREAU, Agnès FIRMIN LE BODO, Blandine LEFEBVRE, Florence THIBAudeau RAINOT - représentée.

MM. Luc LEMONNIER, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Capitaine André HENRY.

*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Le présent rapport a pour objet la création de l'autorisation de programme concernant les travaux à effectuer au Centre Départemental de Formation (CDF) situé à Saint-Valery-en-Caux.

L'autorisation de programme sera intégrée dans le Budget primitif 2017, objet d'un rapport dédié.

Dans le cadre d'une procédure contentieuse concernant la construction du CDF, le Tribunal de Grande Instance s'est prononcé en faveur du Sdis 76 et a condamné les Mutuelles du Mans Assurances au titre des désordres reconnus sur la maison à feu et le bâtiment administratif.

Les travaux de reprises des différents désordres reconnus peuvent désormais commencer. Aussi, il est proposé de créer une autorisation de programme selon l'échéancier suivant :

Intitulé	Montant global	Crédits de paiement			
		2017	2018	2019	2020
Travaux Centre Départemental de Formation	1 465 000,00 €	20 000,00 €	371 658,00 €	238 468,00 €	834 874,00 €

La ventilation des crédits de paiement de 2017 à 2019 repose sur l'estimation des travaux et prestations intellectuelles associées s'agissant du bâtiment administratif.

La maison à feu sera traitée dans un second temps en fonction de l'analyse qui sera effectuée des obligations de démolition ou / et reconstruction sur site pouvant être attachées à la conservation de l'indemnité versée.

\*  
\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

Le président du conseil d'administration,

  
André GAUTIER

